

Adieu la gauche ! Le 24 avril, défaire Macron !

samedi 16 avril 2022, par [Jacques COTTA](#)

Avec le résultat du premier tour de l'élection présidentielle, la gauche apparaît triplement désarmée, électoralement, physiquement et surtout politiquement.

> **Électoralement**, les scores réalisés de ce que les commentateurs nomment les candidats de gauche n'ont jamais été à un niveau aussi catastrophique.

- Le PS et le PCF sont réduits à un état microscopique, et de fait à un rôle marginal.

Le PS tient encore par quelques municipalités et un réseau d'élus qui ont de plus en plus de difficultés à se renouveler. A court terme il est simplement menacé de disparition, d'autant que ses porte-drapeaux que la macronie n'a pas encore avalés sont sur le point, au lendemain du second tour, de faire le pas que la plupart des caciques ont déjà franchi.

- Le PCF, en plus grande difficulté, financière notamment, ne repose pas sur le réseau local qui existe encore au PS. Il tente pour s'en sortir de tabler sur des accords aux élections législatives, mais il est là dans une situation inextricable. Selon les projections des résultats acquis au premier tour, lui, comme le PS, ne pourrait prétendre à rien face à LFI qui a raflé les fonds de tiroirs électoraux de la gauche.

- Le score de LFI ne peut faire illusion. Il s'appuie essentiellement sur la disparition des précédents, mais aussi sur un électorat essentiellement petit- bourgeois ou encore relevant de couches sociales marginales. Il est aussi la réalisation de réseaux communautaires à qui LFI et Jean Luc Mélenchon font les yeux doux. La nécessité de reprendre pied dans la classe ouvrière et chez les salariés n'est pas atteinte. La ligne « Terra Nova » l'a emporté. Les ouvriers majoritairement comme les salariés ont choisi Marine Le Pen et non Jean Luc Mélenchon.

> **Physiquement**, la campagne électorale n'a pas témoigné d'un engouement particulier. Contrairement aux précédentes, les mobilisations ont été moindres. L'effet Ukraine et la double manœuvre — médiatique et politique, avec la non-campagne de Macron — expliquent en partie cela. Mais en partie seulement. Ce sont les discours, les programmes, les initiatives qui n'ont pas mobilisé les foules.

> **Politiquement** enfin et surtout. Tout se résume dans l'appel au soir du premier tour à constituer un « front républicain » contre MLP et en faveur de Emmanuel Macron, tournant le dos au combat urgent contre celui qui depuis 5 ans assume une politique autoritaire, liberticide, répressive, violente, anti sociale, destructrice de la nation. Voir [ici](#).

Cela relève d'une faillite politique sur laquelle les responsables toutes tendances confondues se montrent incapables de tirer le moindre bilan. A force d'avoir tourné le dos aux couches populaires, aux ouvriers et salariés pour préférer la petite bourgeoisie des villes essentiellement toute acquise à la mondialisation, la « gauche » en arrive à s'inventer un fascisme fantasmé qui lui permet de tourner casaque à la vitesse grand V. « L'antifascisme » de pacotille de la gauche n'est en réalité qu'alibi à l'adhésion à la mondialisation dont Emmanuel Macron est le chantre, au libéralisme économique, au capitalisme, tout simplement.

- Le fascisme de Marine Le Pen relève de la diabolisation nécessaire à la réélection de Macron. Si le FN historiquement — dans les années 1970, 1990 — a compté en son sein des nazillons actifs, et d'autres, plus expérimentés, dont l'origine relève des heures les plus sombres de l'histoire, le temps aidant, ceux-là ont soit bonnement disparu, soit choisi une activité plus classique. Ils n'en sont pas plus sympathiques, mais politiquement, ils ne donnent pas au RN la couleur que la gauche tient à lui attribuer pour justifier le ralliement à Macron. Le RN s'apparente plus à l'aile droitière du RPR des années 80 qu'à un parti de miliciens constitué de gros bras armés dont la tâche, comme cela est de coutume dans tout parti fasciste, est de casser le mouvement ouvrier et ses organisations.

- La gauche oubliée dans ce ralliement à Macron qu'elle creuse encore plus profondément sa tombe. Comme dans la région PACA par exemple, cette stratégie risque de l'éradiquer pour une longue période de la vie politique nationale.

- La gauche et tous ses responsables démontrent leur incapacité à s'interroger sur les raisons pour lesquelles 3 ouvriers sur 4, parmi ceux qui iront voter, le feront pour Marine Le Pen, les raisons pour lesquelles le PIS polonais trouve ses soutiens les plus stables dans les couches les plus pauvres, les raisons pour lesquelles aussi elle a disparu de la carte là où les PC étaient des puissances (France, Italie) et pourquoi les autres pays ont suivi la même voie. Cette situation est internationale et tient indiscutablement à l'orientation des différents partis communistes et socialistes sur lesquels il faudrait revenir. En Grande-Bretagne par exemple, le « red wall » travailliste a voté Johnson... Les différents atermoiements sur le fascisme, la nécessité des mobilisations antifascistes, le fait de devoir faire barrage à l'extrême droite évacuent simplement la réflexion sur la lutte des classes, ses ressorts et les réponses à apporter.

Dans cette situation, alors que l'échéance du 24 avril s'annonce comme importante pour pouvoir renvoyer l'actuel locataire de l'Élysée, Emmanuel Macron, les chefs de gauche sont plus intéressés par leurs manœuvres électorales en vue des législatives pour sauver leurs postes que par l'urgence pour les Français.

Macron a su ordonner l'usage des LBO dans les manifestations contre la réforme des retraites ou encore des GJ, pour créer des milliers de blessés, des dizaines d'éborgnés ou d'amputés. Pour tout citoyen attaché aux valeurs républicaines, il devrait être exclu de donner sa voix à celui dont le bilan autoritaire, violent, antisocial, liberticide est sans précédent. Il s'inscrit dans la poursuite d'une politique synonyme de saccage des services publics, de l'école, des hôpitaux, destruction des statuts, de l'emploi, des salaires... Il a su bénéficier des cabinets-conseils à Mac Kinsey, a su illustrer la république exemplaire avec plus de 30 proches, ministres, députés ou intimes, poursuivis par la justice, mais protégé, a été capable de rabaisser la nation et de fouler les principes républicains, et encore et encore pour 5 ans.

Voilà ce que la gauche revendique en appelant à voter Macron.

Voilà pourquoi, le 24 avril, "pas une voix pour Macron" devrait être un cri de ralliement.

Jacques Cotta
le 15 avril 2022